

PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2022

-

Rapport de présentation



INTRODUCTION

Le budget primitif de la Région pour l'année 2022 s'inscrit dans un contexte très particulier.

Tout d'abord, ce budget vous est présenté après une longue crise sanitaire qui aura pesé sur les comptes de la Région, notre collectivité devant néanmoins se porter aux côtés des acteurs économiques pour accompagner la reprise espérée.

Mais il s'agit surtout du premier budget de la mandature, qui conjugue deux objectifs difficilement conciliables : amorcer le redressement financier de la Région et, dans le même temps, mettre en œuvre les projets emblématiques de la nouvelle mandature, tout en s'attachant bien entendu à afficher la réalité des besoins et à voter un budget sincère.

S'agissant de l'assainissement des comptes de la Région, le mouvement est enclenché et de belle manière : une épargne brute de 140,7 M€ représentant 24,1 % des dépenses réelles de fonctionnement est obtenue, soit (+) 15,2 % par rapport à l'année précédente ; cette référence devant être relativisée compte tenu des impasses budgétaires réalisées dans le budget primitif 2021.

Mais surtout, nous approchons du ratio de 9 ans fixé par les experts en matière d'endettement : dans ce projet de budget, 9,3 années sont nécessaires pour rembourser la dette, au lieu des 11,6 ans au budget primitif 2021.

Pour la première fois depuis 2010, la Région va rembourser plus qu'elle ne va emprunter.

Ce résultat est rendu possible par maîtrise des dépenses de fonctionnement au regard de l'ampleur des besoins exprimés et une optimisation des recettes, ainsi que par le réexamen de certaines dépenses afin de dégager des marges financières.

Il s'agit néanmoins de rester lucides. La situation financière de la Région restera fragile, tant que les deux grands dossiers qui pèsent sur son avenir n'auront pas été réglés, le dossier de la Nouvelle Route du Littoral et celui d'Air Austral.

Si les perspectives se clarifient progressivement s'agissant de la NRL, avec le choix technique affirmé du viaduc pour terminer la route et la signature programmée des troisièmes accords de Matignon, la situation d'Air Austral reste très préoccupante, malgré tous nos efforts pour trouver une issue favorable à cette crise. Il est clair également que, quelle que soit l'issue de cette crise, les comptes de la Région seront fortement impactés.

En dépit de ce contexte difficile, ce budget vous propose **la mise en œuvre d'actions emblématiques de la mandature, qui a placé l'investissement humain, le développement économique et le développement durable au cœur de son action.**

C'est ainsi que dans le domaine de l'éducation, la gratuité des livres scolaires sera instituée dès la rentrée de 2022 et les cartables numériques seront mis en œuvre progressivement dans les lycées, ce qui accompagnera la réussite des élèves, fer de lance de la mandature. Par ailleurs, un prix de repas harmonisé sera désormais proposé au niveau de la restauration scolaire. S'agissant des étudiants réunionnais de Métropole, il leur sera proposé un billet aller-retour une fois par an, afin de leur permettre de se ressourcer, de retrouver leur famille, d'effectuer des stages et de se créer des

réseaux professionnels. Nous poursuivons en effet l'objectif de les voir revenir à terme pour mettre leurs connaissances au service de leur île.

Dans le domaine de la formation professionnelle, nous avons pris une position de rupture par rapport à la mandature précédente, en signant une nouvelle convention financière avec l'Etat concernant la mise en œuvre du PACTE (Pacte Réunionnais d'Investissement dans les compétences). Ce faisant, nous investissons lourdement sur le capital humain en mobilisant plus de 105 M€ en faveur de la formation des Réunionnais.

Dans le domaine de l'économie, nous avons fait le choix de l'élaboration d'un nouveau SRDEII, document stratégique qui encadrera à l'avenir les actions de la Région et des autres collectivités dans ce champ d'activités. L'ouverture de nouveaux horizons pour notre économie, avec notamment l'innovation, l'économie de la mer et une meilleure insertion dans notre environnement géoéconomique constituent une priorité. Notre collectivité accompagnera également la reprise de l'activité touristique, afin que ce secteur économique essentiel retrouve toute sa place. Le budget affecté à l'économie sociale et solidaire sera renforcé, ce secteur représentant un gisement d'emplois incontestable et un moyen de réinsérer les personnes les plus éloignées du monde du travail.

Enfin, la transition écologique irriguera l'ensemble des actions de la Région, tant dans le domaine des déplacements, de la politique énergétique, de la biodiversité, de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

Dans le domaine des transports, ce projet de budget intègre à la fois une augmentation des fréquences, soit la principale revendication des usagers, ainsi que la gratuité progressive des cars jaunes, en commençant par les étudiants, les travailleurs pauvres et les demandeurs d'emploi. Les états généraux de la mobilité, la mise en œuvre du PPE (Plan Pluriannuel de l'Energie dont le plan régional solaire), la révision du SAR (Schéma d'Aménagement Régional) et la mise en place de l'agence régionale de la biodiversité seront parmi les principaux chantiers lancés cette année 2022.

Un détail des différents postes du Budget Primitif pour 2022, suivant les trois axes de la mandature vous est présenté dans ce rapport budgétaire.

Huguette BELLO
Présidente du Conseil Régional

* *

*

La construction du budget 2022 est marquée par les éléments suivants :

- Des recettes fiscales en légère augmentation (+5,1% par rapport au BP 2021, mais +0,3% par rapport au CA 2021) ;
- Des charges de fonctionnement en augmentation compte tenu de la mise en place du nouveau Pacte Réunionnais d'Investissement dans les Compétences (+6,4%) (+1,3 % hors PACTE)
- Un montant d'investissement du budget principal en baisse de -11,4% par rapport au BP 2021 mais supérieur de 11,5 % au réalisé 2021 avec des recettes d'investissement confortées (hors emprunt et dette). Les subventions et les dotations (dont FCTVA) progressent de + 123,7%.

Le budget de la Région Réunion 2022 est composé d'un budget principal et de trois budgets annexes ne disposant pas d'autonomie juridique et financière :

- Budget principal : 862.683 M€
- Budget annexe Energie : 0,371 M€
- Budget annexe DSP : 0,346 M€
- Budget annexe Transport : 37.209 M€

Il s'élève ainsi en mouvements réels consolidés à **900,609 M€** dont **353,160 M€** de dépenses d'investissement hors dette. La répartition des dépenses et des recettes réelles entre les deux sections s'établit comme suit :

En €	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	277 676 980	622 932 450	900 609 430
DEPENSES	418 660 330	481 949 100	900 609 430

Conformément aux orientations budgétaires 2022, le projet de budget primitif 2022 de la Région Réunion se décline comme suit, en crédits de paiement :

- le développement humain et solidaire : 315,170 M€
- le développement économique par l'ouverture de nouveaux horizons : 63,955 M€
- le développement durable et la transition écologique : 287,380 M€
- les missions transversales : 196,176 M€

A-LE BUDGET PRINCIPAL

La présentation du budget principal est articulée en trois parties :

- I. La structure du budget principal
- II. Les recettes attendues
- III. Les dépenses prévues

I. LA STRUCTURE DU BUDGET PRINCIPAL

La Région Réunion disposera en 2022 d'un budget principal de 862,683 M€ (en mouvements réels), se répartissant comme suit :

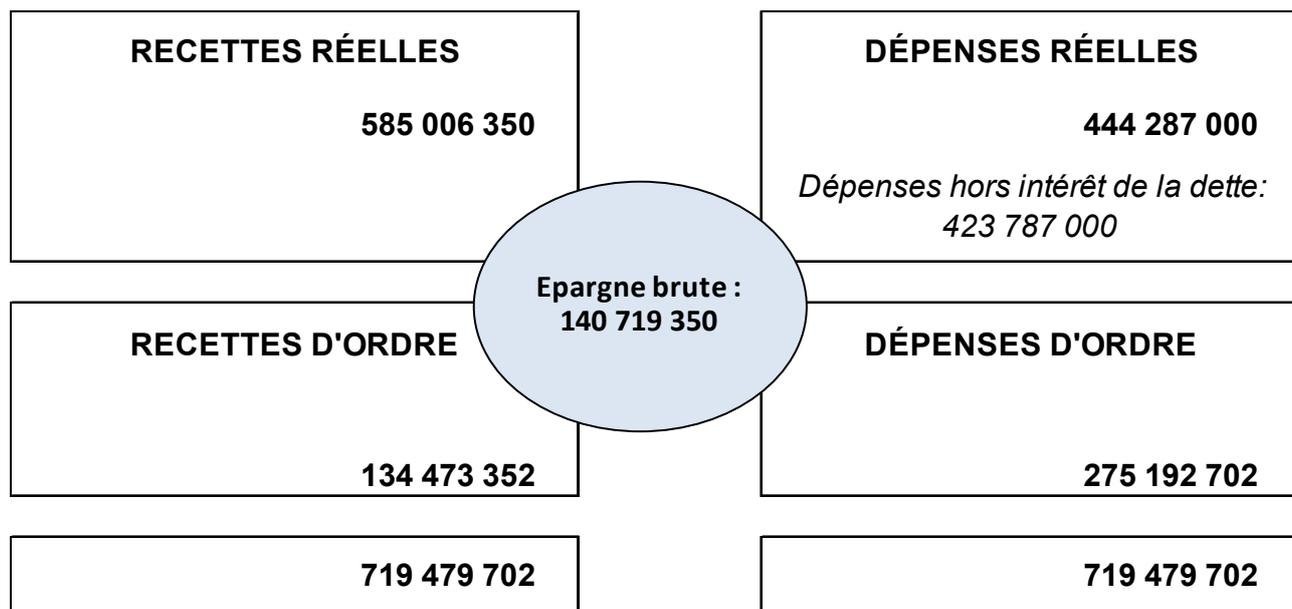
Budget de fonctionnement : 444,287 M€ (52%) soit + 6,4 % (1,3 % hors PACTE)

Budget d'investissement (avec capital de la dette) : 418,396 M€ (48%) soit -11,2 %, (352,896 M€ hors dette, - 11,4%/BP2021 et +11,5 % /CA2021).

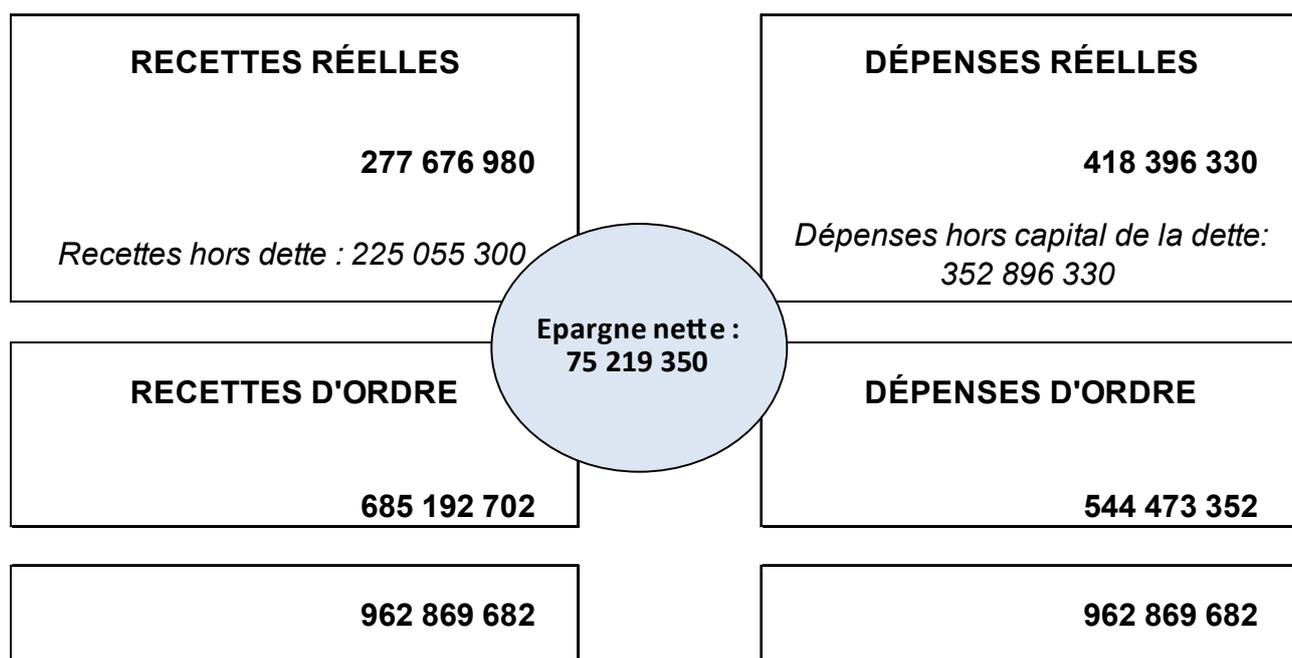
Le budget de la Région Réunion se caractérise par des charges de fonctionnement supérieures aux dépenses d'investissement, en partie en raison du PACTE. L'objectif de cette mandature sera d'augmenter progressivement la part des investissements dans le budget global.

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
RECETTES REELLES	585 006 350	277 676 980	862 683 330
DEPENSES REELLES	444 287 000 <i>(dont intérêt de la dette : 20 500 000)</i>	418 396 330 <i>(dont capital de la dette : 65 500 000)</i>	862 683 330

SECTION DE FONCTIONNEMENT

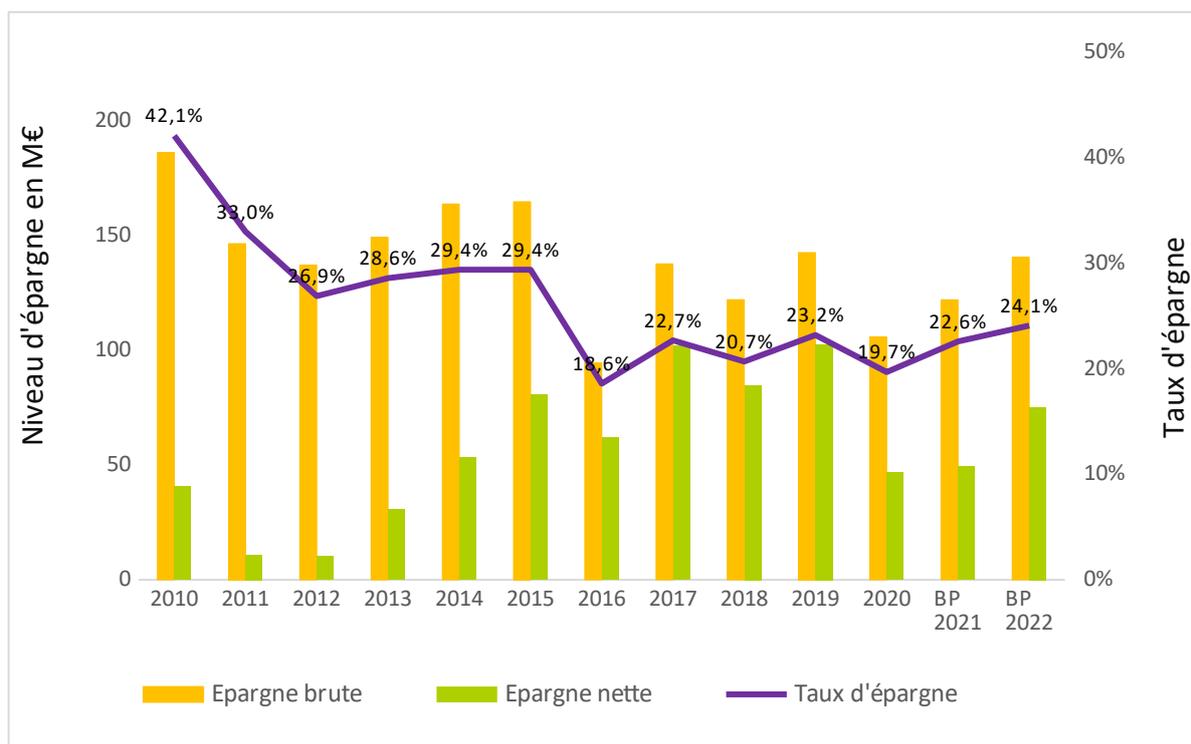


SECTION D'INVESTISSEMENT



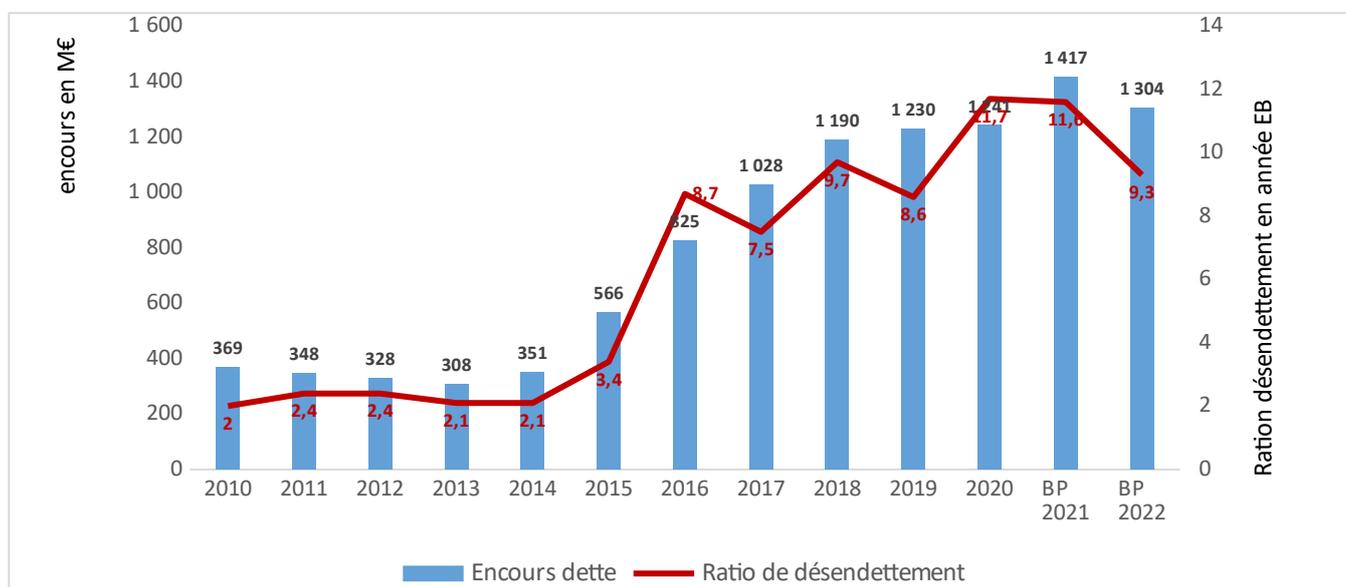
LES RATIOS 2022

UN NIVEAU D'ÉPARGNE CONFORTE :



Dans le cadre de sa stratégie financière, la Région cible un taux d'épargne brute supérieur à 20 %. Pour 2022, le taux d'épargne brute s'établit à **24,1 %**.

UN PREMIER INFLECHISSEMENT DE L'ÉVOLUTION DE LA DETTE



Pour la première fois depuis 2014, la région initie un processus de diminution de son endettement (-13 M€). Le ratio dynamique de désendettement, en baisse, s'établit à 9,3 ans à ce stade, avec pour cible de parvenir en dessous des 9 ans en fin d'exercice après les décisions modificatives de l'année.

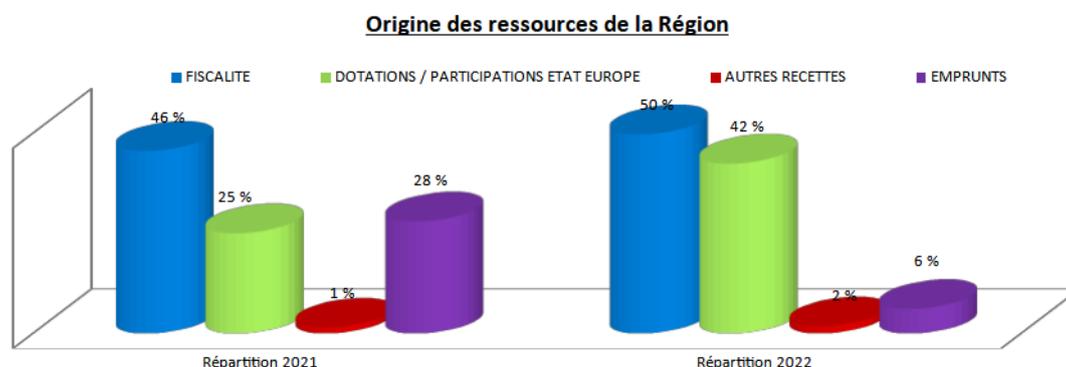
II. LES RECETTES ATTENDUES

NATURE	CA 2021	BP 2021	BP 2022	Evolution BP/BP
FISCALITE	427 928 363,67	404 912 163	428 849 560	5,9%
DOTATIONS / PARTICIPATIONS ETAT EUROPE	205 049 718,75	213 671 680	347 744 740	62,7%
AUTRES RECETTES	23 683 288,27	12 164 619,00	13 967 350,00	14,8%
PACTE	-	8 500 000	18 000 000	111,8%
CESSIONS	-	1 000 000	1 500 000	50,0%
EMPRUNTS	140 000 000,00	248 223 133	52 621 680	-78,8%

TOTAL	796 661 370,69	888 471 595	862 683 330	-2,9%
TOTAL HORS CESSIONS ET HORS EMPRUNTS	656 661 370,69	639 248 462	808 561 650	26,5%
TOTAL HORS PACTE ET HORS EMPRUNT ET HORS CESSIONS	656 661 370,69	630 748 462	790 561 650	25,3%

L'équilibre est obtenu en recettes à hauteur de 862 683 330 € avec 50 % de fiscalité, 42 % de dotations et de subventions, 2 % d'autres recettes et 6 % d'emprunt.

Globalement, les recettes 2022 (cessions et emprunts) sont en augmentation de 26,5 % par rapport au BP 2021 notamment grâce à une dynamique des subventions attendues en provenance de l'État (PACTE) et de l'Europe (FEDER et FSE). En intégrant l'emprunt et les cessions, les recettes sont en diminution -2,9 % du fait du besoin de financement en nette baisse par rapport au BP 2022 (-78,8 %).



Hors emprunt, PACTE et cessions, la fiscalité demeure la principale ressource (54,25 %). Les taux de la fiscalité resteront inchangés pour l'exercice 2022.

Les subventions sont en forte augmentation (+25,5 %) à la fois en fonctionnement (FSE) et en investissement avec les subventions attendues du POE FEDER 14-20 et de la subvention Etat provenant de l'AFITF.

Le FCTVA attendu pour 2022 est également plus important compte-tenu des investissements réalisés en 2021.

TABLEAU SYNTHETIQUE DES RECETTES REELLES

	CA 2021	BP 2021	BP 2022	Evolution BP/BP
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	558 608 245,79	539 658 862	585 006 350	8,4%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT HORS PACTE	558 608 245,79	531 158 862	567 006 350	6,7%
FISCALITE	427 928 363,67	404 912 163	428 849 560	5,9%
Fiscalité directe :	141 689 515,94	136 362 163	142 049 560	4,2%
Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux	3 299 092,00	3 278 238	3 400 000	-
TICPE Frais de Gestion	21 142 952,00	21 300 000	20 700 000	-
Fonds de péréquation CVAE (LF 2022)	-	-	1 900 000	-
EX CVAE TVA + Compensée + FNGIR	78 232 953,00	75 269 393	78 400 000	-
Fraction TVA	16 839 820,80	15 400 000	16 600 000	-
Dotation de compensation réforme de la TP	67 560,00	-	67 560	-
ETAT – Compensation exonération de taxe	10 113 276,00	10 538 532	9 306 000	-
Neutralisation ressource apprentissage	9 423 831,00	9 076 000	9 076 000	-
Autres TICPE	2 570 031,14	1 500 000	2 600 000	-
Fiscalité indirecte :	286 238 847,73	268 550 000	286 800 000	6,8%
Carte Grise	31 732 506,00	27 000 000	31 200 000	-
Taxe sur les Rhums	2 017 811,00	2 050 000	2 100 000	-
Taxe sur les Carburants	129 706 932,69	129 400 376	130 000 000	-
TSCC – Fonds compensation transporteurs	2 099 624,00	2 099 624	2 000 000	-
Octroi de Mer Régional	119 445 678,30	105 500 000	120 000 000	-
Taxe sur les transports public aériens et maritimes	1 051 821,80	2 500 000	1 500 000	-
Garantie de recettes de 2020 – Article 22 LFR de 2020	184 473,94	-	-	-
DOTATIONS ETAT	69 740 455,92	69 900 000	69 900 000	0,0%
Dotation Générale de Décentralisation	69 688 670,00	69 600 000	69 600 000	-
Fonds de Compensation de la TVA	51 785,92	300 000	300 000	-
SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	46 361 979,39	59 081 830	79 683 440	34,9%
Europe	40 590 627,93	45 402 980	58 025 870	-
Etat	5 709 757,42	13 429 100	21 657 570	-
Autres	61 594,04	249 750	-	-
PRODUITS / AUTRES RECETTES	14 577 446,81	5 764 869	6 573 350	14,0%
Produits de Gestion	9 649 606,22	5 614 869	5 530 350	-
Produits Exceptionnels	4 626 867,18	-	1 043 000	-
Produits Financiers	300 973,41	150 000	-	-
RECETTES D'INVESTISSEMENT	238 053 124,90	348 812 733	277 676 980	-20,4%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors cessions et emprunts	98 053 124,90	99 589 600	223 555 300	124,5%
FISCALITE	-	-	405 800	
OM – FRDE	-	-	405 800	
DOTATIONS ETAT	59 160 881,68	54 911 000	81 911 000	
Dotation Régionale d'Equipeement Scolaire	46 911 036,00	46 911 000	46 911 000	
Fonds de Compensation de la TVA	12 249 845,68	8 000 000	35 000 000	
SUBVENTIONS	36 849 312,84	44 628 600	139 668 500	213,0%
Europe	17 128 154,75	37 828 600	65 359 000	-
Etat	12 719 841,05	700 000	68 485 500	-
Autres	7 001 317,04	6 100 000	5 824 000	-
AUTRES RECETTES	2 042 930,38	50 000	1 570 000	3040,0%
Remboursement régie THD	-	-	870 000	
Amendes radars automatiques et amendes de police	106 281,00	50 000	100 000	
Produits Exceptionnels	1 935 749,38	-	600 000	
Dépôts et cautionnement reçus	900,00	-	-	
EMPRUNTS	140 000 000,00	248 223 133	52 621 680	-78,8%
PRODUITS DE CESSION	-	1 000 000	1 500 000	50,0%
TOTAL GENERAL DES RECETTES (hors PACTE, cessions et emprunts)	656 661 370,69	630 748 462	790 561 650	25,3%
TOTAL GENERAL DES RECETTES	796 661 370,69	888 471 595	862 683 330	-2,9%

II.1 LES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

En section de fonctionnement, les prévisions de recettes s'élèvent à **585 006 350 €** soit une augmentation de **8,4%** (567 006 350 € hors PACTE soit une augmentation de 6,7 % par rapport au BP 2021).

1. Des produits de fiscalité en augmentation (+5,9%)

Le Budget Primitif 2022 est construit sans augmentation de fiscalité locale indirecte :

Fiscalité	Taux
Cartes grises	51 €/cv
Taxe carburants	
<i>essence</i>	58,24 €/hl
<i>gazole</i>	36,13 €/hl
Octroi de mer régional	2,50%
Taxe sur les transports	3,05 €/passager
Taxe sur les rhums	106,71 €/hap

Le produit total attendu par la Région au titre des recettes fiscales et compensations pour l'exercice 2022 est de 428 849 560 € en augmentation de 5,9 % par rapport à la prévision du BP 2021.

Dans ce total, les recettes fiscales directes représentent 33,1 % contre 66,9 % pour les recettes fiscales indirectes.

	CA 2021	BP 2021	BP 2022	Evolution BP/BP
FISCALITE	427 928 363,67	404 912 163	428 849 560	5,9%
Fiscalité directe :	141 689 515,94	136 362 163	142 049 560	4,2%
Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux	3 299 092,00	3 278 238	3 400 000	-
TICPE Frais de Gestion	21 142 952,00	21 300 000	20 700 000	-
Fonds de péréquation CVAE (LF 2022)	-	-	1 900 000	
EX CVAE TVA + Compensée + FNGIR	78 232 953,00	75 269 393	78 400 000	
Fraction TVA	16 839 820,80	15 400 000	16 600 000	
Dotation de compensation réforme de la TP	67 560,00	-	67 560	
ETAT – Compensation exonération de taxe	10 113 276,00	10 538 532	9 306 000	
Neutralisation ressource apprentissage	9 423 831,00	9 076 000	9 076 000	
Autres TICPE	2 570 031,14	1 500 000	2 600 000	
Fiscalité indirecte :	286 238 847,73	268 550 000	286 800 000	6,8%
Carte Grise	31 732 506,00	27 000 000	31 200 000	-
Taxe sur les Rhums	2 017 811,00	2 050 000	2 100 000	-
Taxe sur les Carburants	129 706 932,69	129 400 376	130 000 000	-
TSCC – Fonds compensation transporteurs	2 099 624,00	2 099 624	2 000 000	-
Octroi de Mer Régional	119 445 678,30	105 500 000	120 000 000	-
Taxe sur les transports public aériens et maritimes	1 051 821,80	2 500 000	1 500 000	-
Garantie de recettes de 2020 – Article 22 LFR de 2020	184 473,94	-	-	-

a) La fiscalité locale directe

- Les IFER Imposition Forfaitaire des Entreprises en Réseau (article 1635-0 quinquies du CGI)

Il est institué au profit des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics de coopération intercommunale une imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux.

La région encaisse cette recette sur les répartiteurs principaux de la boucle locale de cuivre. Ce produit est stable soit **3,4 M€** attendu au BP 2022.

- **Les frais de gestion et compensation (20,7 M€)** : les états annexés au PLF 2022 estiment que la suppression de la part régionale de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et la baisse de 50 % de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) des établissements industriels prévue par la loi de finances pour 2021 vont avoir pour conséquence de diminuer les frais de gestion de 127 M€ (soit une baisse de 31 %). Un amendement gouvernemental permet de compenser pour la seule année 2022 cette baisse de frais de gestion à hauteur de 107 M€ à destination des régions.

Aussi depuis 2021, une compensation de 8,7 M€ est versée sous forme de DGD complémentaire pour amortir la suppression de la part de la taxe d'habitation dans les frais de gestion.

- **La réforme de la péréquation régionale** est actée dans la loi de finances 2022. Un décret viendra préciser la pondération des critères d'éligibilité pour le reversement du nouveau fonds de solidarité à destination de la collectivité de Corse et des régions d'Outre-Mer. Une recette de **1,9 M€** est attendue au titre du BP 2022.

- Les recettes de TVA : 95 M€

La région perçoit deux fractions de TVA nationale :

* **la première en remplacement de la DGF (16,6 M€).** Depuis 2018, la DGF des régions est remplacée par une fraction de TVA nationale. La région bénéficie de l'évolution de l'assiette de la TVA et d'un montant garanti qui ne peut être inférieur à celui de la DGF perçue en 2017 (14,9 M€).

* **la seconde en remplacement de la CVAE (80,3 M€)**

Depuis la loi de Finances 2021, le remplacement de la CVAE se fait par une fraction de TVA, du fait de la crise sanitaire démarrée en 2020 pour que les budgets régionaux ne soient pas impactés violemment par la baisse des impôts de production en raison de l'inactivité constatée en 2020. En 2021, les régions ont perçu le produit de CVAE perçu en 2020. La dynamique interviendra à compter de 2022.

- La dotation de compensation d'exonérations de la réforme de la taxe professionnelle DCRTP (67,6 K€).

- La dotation de compensation d'exonérations fiscales (9,3 M€):

Le PLF 2022 prévoit une minoration de 25 M€ pour ces deux dotations au niveau national.

- La neutralisation de la ressource apprentissage. Depuis 2020, le financement de l'apprentissage est réformé par la loi Avenir Professionnel qui transfère la gestion de ces compétences aux branches professionnelles. Pour la région, cela se traduit par la perte de ressources liées à l'apprentissage. La loi de finances 2020 a prévu une compensation fixe à hauteur de **9 M€**.

- autres TICPE (2,6 M€). Ces recettes sont liées à la compensation des transferts de compétence définies dans les différentes lois telles que la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE)

b) La fiscalité locale indirecte

Le produit attendu au titre de la fiscalité locale indirecte assise sur la consommation s'élève à 286 800 000 €, en augmentation de 6,8 % par rapport à 2021.

* **Les cartes grises : 31 200 000 €**

La région perçoit une taxe proportionnelle (fonction du nombre de chevaux fiscaux immatriculés et du tarif voté par la région) ainsi qu'une taxe fixe dans certains cas pour les duplicatas de certificats d'immatriculation.

* **La taxe sur les Rhums : 2 100 000 €**

La recette est stable et les taux restent inchangés (106,71 € /hap).

* **La taxe sur la consommation des carburants (TSCC).**

Elle est calculée sur le volume de carburant mis à la consommation sur le territoire régional durant l'année avec application des tarifs votés par la région soit 36,13 €/hl sur le gazole et 58,24 €/hl sur les supers. La région perçoit 57,62 % du produit total de TSCC. Ces taux sont ceux votés depuis le début des années 2000. Il est attendu une recette de 132 M€ en 2022.

**RÉPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION SUR LES
CARBURANTS (TSCC) POUR L'EXERCICE 2022**

En euros

INTITULE	BUDGET PRIMITIF 2021		BUDGET PRIMITIF 2022	
	TAUX	MONTANT	TAUX	MONTANT
- Produit total TSCC		228 220 000		229 087 123
- Investissement 10 %	10,00 %	22 822 000	10,00 %	22 908 712
Sous-total 1	10,00 %	22 822 000	10,00 %	22 908 712
- Dotation Région	47,62 %	108 678 364	47,62 %	109 091 288
- Dont part principale	46,70 %	106 578 740	46,70 %	106 983 686
- Dont fonds de compensation routier	0,92 %	2 099 624	0,92 %	2 107 602
- Part " Département "	17,12 %	39 071 264	17,12 %	39 219 715
- Part " Communes "	22,26 %	50 801 772	22,26 %	50 994 794
- Part "EPCI -Transports"	3,00 %	6 846 600	3,00 %	6 872 614
Sous - Total 2	90,00 %	205 398 000	90,00 %	206 178 411
TOTAL 1 + 2	100,00 %	228 220 000	100,00 %	229 087 123

- L'Octroi de Mer : 120 000 000 €

Le produit de la taxe additionnelle à l'octroi de mer perçu par la région frappe deux types d'opérations qui constituent deux parts distinctes de son produit :

* la 1ère part, dite externe, porte sur le produit de certains importés (valeur en douane)

* la 2nde part, dite interne, porte sur le produit de certaines productions locales. Ce produit a connu une nette progression en 2021. Le montant des recettes est reconduit pour 2022 soit 120 M€.

L'article 31 du PLF 2022 vise à transcrire en droit interne « le renouvellement de la décision d'autorisation du régime de taxation différencié à l'octroi de mer adopté par le Conseil le 7 juin 2021 qui permet la poursuite de ce dispositif jusqu'au 31 décembre 2027. En effet dès lors qu'il favorise la production locale, ce dispositif doit être autorisé et réévalué régulièrement par le Conseil de l'Union européenne ».

* La taxe sur les entreprises de transport public aérien et maritime : 1 500 000 €

L'article 285 ter du code des douanes prévoit « qu'il est institué au profit des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de Mayotte et de la Réunion une taxe due par les entreprises de transport public aérien et maritime. Elle est ajoutée au prix demandé aux passagers ». Cette recette a été fortement impactée par la crise sanitaire sur 2020 et 2021. Elle est portée à 1,5 M€ pour 2022 du fait de la reprise du trafic aérien. Un retour au niveau 2019 est envisagé pour l'exercice 2023.

2. Des concours financiers de l'État stables

	CA 2021	BP 2021	BP 2022	Evolution BP/BP
DOTATIONS ETAT	69 740 455,92	69 900 000	69 900 000	0,0%
Dotation Générale de Décentralisation	69 688 670,00	69 600 000	69 600 000	-
Fonds de Compensation de la TVA	51 785,92	300 000	300 000	-

La Région perçoit 69,6 M€ de Dotation Globale de Décentralisation. Ce montant est par nature stable.

Il est prévu un montant de 300 K€ de Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) en section de fonctionnement en fonction des dépenses réalisées sur l'exercice 2021 (dépenses d'entretien des bâtiments publics et des voiries).

3. Des subventions et participations en forte augmentation

	CA 2021	BP 2021	BP 2022	Evolution BP/BP
SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	46 361 979,39	59 081 830	79 683 440	34,9%
Europe	40 590 627,93	45 402 980	58 025 870	-
Etat	5 709 757,42	13 429 100	21 657 570	-
Autres	61 594,04	249 750	-	-

Ces recettes sont en nette progression par rapport à 2021 soit +34,9 %.

Les principales subventions proviennent de l'Europe, en particulier des programmations 2014-2020 soit 52 M€ attendus au titre du Fonds Social Européen (FSE) et 8,5 M€ au titre du Fonds Européen de Développement régional (FEDER).

Les participations de l'État sont en augmentation de +61,3 % du fait des principales recettes suivantes :

- la dotation de soutien à l'apprentissage pour un montant de 3 249 100 € qui contribue au financement des CFA;
- le versement de la participation de l'État dans le cadre du nouveau PACTE 2019-2023 à hauteur de 18 M€ soit 50 % de l'enveloppe de programmation sur la période 2019-2022 (79 M€) sachant qu'une première avance de 21,5 M€ a été encaissée en 2019.

4. Les autres recettes en progression

Les autres produits et recettes augmentent de 14 % par rapport à 2021 pour un montant de 6,5 M€.

	CA 2021	BP 2021	BP 2022	Evolution BP/BP
PRODUITS / AUTRES RECETTES	14 577 446,81	5 764 869	6 573 350	14,0%
Produits de Gestion	9 649 606,22	5 614 869	5 530 350	-
Produits Exceptionnels	4 626 867,18	-	1 043 000	-
Produits Financiers	300 973,41	150 000	-	-

Cela concerne principalement des produits de gestion comme la location des bâtiments administratifs, les redevances et les concessions routières, les cotisations du Conservatoire régional et des recettes liées à la participation des familles.

Les recettes exceptionnelles pour un montant de 1 M€ concernent une reprise sur provision et des indemnités d'assurance liés à des dégâts routiers.

II.2 DES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT

Hors emprunt et cessions, les recettes d'investissement sont en nette augmentation soit + 124,5 % par rapport à 2021.

	CA 2021	BP 2021	BP 2022	Evolution BP/BP
RECETTES D'INVESTISSEMENT	238 053 124,90	348 812 733	277 676 980	-20,4%
RECETTES D'INVESTISSEMENT hors cessions et emprunts	98 053 124,90	99 589 600	223 555 300	124,5%
FISCALITE	-	-	405 800	
OM – FRDE	-	-	405 800	
DODATIONS ETAT	59 160 881,68	54 911 000	81 911 000	
Dotation Régionale d'Equipeement Scolaire	46 911 036,00	46 911 000	46 911 000	
Fonds de Compensation de la TVA	12 249 845,68	8 000 000	35 000 000	
SUBVENTIONS	36 849 312,84	44 628 600	139 668 500	213,0%
Europe	17 128 154,75	37 828 600	65 359 000	-
Etat	12 719 841,05	700 000	68 485 500	-
Autres	7 001 317,04	6 100 000	5 824 000	-
AUTRES RECETTES	2 042 930,38	50 000	1 570 000	3040,0%
Remboursement régie THD	-	-	870 000	
Amendes radars automatiques et amendes de police	106 281,00	50 000	100 000	
Produits Exceptionnels	1 935 749,38	-	600 000	
Dépôts et cautionnement reçus	900,00	-	-	
EMPRUNTS	140 000 000,00	248 223 133	52 621 680	-78,8%
PRODUITS DE CESSION	-	1 000 000	1 500 000	50,0%

Les dépenses d'investissement 2022 seront financées comme suit :

- Autofinancement net : 135 670 907 € (32,4%);
- Subventions+ FCTVA+autres recettes (dont cessions) : 224 655 300 € (53,8%);
- Emprunt : 52 621 680 € (12,6%).

La collectivité s'engage, dès 2022, dans une trajectoire d'équilibre pour assainir les finances régionales. Le recours à l'emprunt pour le financement des investissements 2022 a pu être réduit, avec un niveau inférieur au montant du remboursement du capital (52,6 M€ contre 65,5 M€).

Il est à noter que la Région bénéficiera du Fonds Régional pour le Développement et l'emploi (FRDE) en 2022. La partie du produit de l'octroi de mer communal qui dépasse la dotation garantie est affectée à ce fonds dont 20 % revient ainsi à la Région. La dotation garantie de 2021 était de 364 686 590,25 € alors que le montant total d'octroi de mer encaissé en 2021 a été de 366 716 043,06 € soit un excédent de 2 029 452,81 €.

La Dotation Régionale pour les équipements scolaires (DRES) est stable soit **46,9 M€**.

Le FCTVA attendu pour 2022 est en augmentation, en lien avec les dépenses éligibles déquippement réalisés en 2021.

Les subventions spécifiques sont en nette augmentation soit + 273,8 %. Les principales subventions attendues le sont au titre de l'Europe (FEDER 14-20 dont REACT-UE) et la recette provenant de l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France (AFITF).

Ci-après le détail des subventions attendues de l'Europe, l'État et autres partenaires en 2022.

TABLEAU DETAILLE DES SUBVENTIONS

	CA 2021	BP 2021	BP 2022
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	36 849 312,84	44 628 600	139 668 500
<i>Europe</i>	17 128 154,75	37 828 600	65 359 000
FEDER - INVESTISSEMENT DES LYCEES 2014-2020	2 897 757,92	5 685 000	6 800 000
FEDER – RENOVATION THERMIQUE DES LYCEES 2014-2020	967 662,13	1 100 000	600 000
FEDER - TIC	36 048,00	-	150 000
POE 2014-2020 FEDER ROUTES (DEER)	4 887 401,28	6 100 000	900 000
POE 2014-2020 FEDER VVR	620 228,90	1 600 000	2 000 000
POE 2014-2020 FEDER TEE	467 136,15	700 000	-
PISTES FORESTIERES 2014-2020	-	1 300 000	1 500 000
FEDER - CENTRE DE FORMATION 2014-2020	3 499 768,32	2 978 600	1 000 000
FEDER 2014-2020 MESURES COVID ECONOMIE	-	3 765 000	1 900 000
POE 2014-2020 FEDER TOURISME	-	3 500 000	-
POE 2014-2020 FEDER ROUTES (DEGC)	3 752 152,05	3 700 000	25 700 000
OPERATION D'INVESTISSEMENT SOUS MANDAT	-	6 000 000	-
POE 2014-2020 REACT-UE PROG. INFORMAT. DES LYCEES	-	-	3 915 000
POE 2014-2020 FEDER CHEQUE EQUIP. PHOTOVOLTAIQUES	-	-	700 000
POE 2014-2020 REACT-EU CHEQUE EQUIP. PHOTOVOLTAIQUES	-	-	3 420 000
POE 2014-2020 FEDER CHAUFFE EAU SOLAIRE	-	1 400 000	1 590 000
FEDER 14-20 FSR TOURISME	-	-	2 400 000
FEDER 2014-2020 REACT-UE	-	-	1 000 000
SUBV. FEDER MORONDAVA	-	-	84 000
SUBV. FEDER PIMANT	-	-	284 000
SUBV. SIG	-	-	166 000
FEDER 14-20 FINANCIERE REGION REUNION	-	-	4 750 000
FONDS EUROPEEN D'INVESTISSEMENT	-	-	3 000 000
FEDER 14-20 BPI FONDS REBOND - REACT-UE	-	-	3 000 000
FEDER 2021-2027 - FEAMPA	-	-	500 000
<i>Etat</i>	12 719 841,05	700 000	68 485 500
NRL - SUBVENTION AFITF	7 509 545,61	-	55 000 000
CONVENTION CNC ETAT - REGION	166 440,00	700 000	710 000
CHEQUES NUMERIQUES	-	-	3 000 000
AUTRES ENV INVEST COMPENS* TRANSF APPRENTISSAGE	1 975 500,00	-	1 975 500
VOIE VELO REGIONALE	69 883,70	-	900 000
SUBV ETAT PASS NUMERIQUE	5 000,00	-	-
SUBV. ETAT PONT DE LA RIVIERE DE L'EST	386 265,67	-	700 000
SUBV. ETAT AU TITRE DE LA DRI (DEGC)	240 719,00	-	-
SUBV. ETAT AU TITRE DE LA DRI (DEER)	1 427 581,00	-	5 850 000
SUBV. ETAT AU TITRE DE LA DRI (DBA)	831 760,00	-	-
SUBV. ETAT - TRVX MADOI ET MAISON ROUGE	107 146,07	-	-
SUBV. ETAT NAVIRE ECOLE	-	-	350 000
<i>Autres</i>	7 001 317,04	6 100 000	5 824 000
SUBV. COMMUNES	3 966 408,88	4 000 000	3 300 000
SUBV. INTERCOMMUNALE	59 556,11	-	70 000
SUBV. DEPARTEMENT PONT RIVIERE DES GALETS	91 647,05	-	-
PROGRAMME SARE - PARTICIPATION SRPP ET EDF	247 396,00	-	704 000
AUTRES SUBV. EQUIP. NON AMORT.	200 000,00	-	-
PROGRAMME SLIME - PART. EDF ET CLER	2 180 100,00	2 100 000	1 750 000
SUBV. BPIFRANCE INITIATIVES STRUCTURANTES	205 509,00	-	-
AUTRES ETS PUBLICS	40 000,00	-	-
REIMPUTATION DEPENSES	10 700,00	-	-

III. LES DEPENSES PREVUES

NATURE	BP 2021	BP 2022	Evolution	Répartition 2021	Répartition 2022
Le développement humain et solidaire	243 025 970	251 594 648	3,5%	27 %	29 %
Le développement économique par l'ouverture de nouveaux horizons	81 981 521	61 554 954	-24,9%	9 %	7 %
Le développement durable et la transition écologique	277 246 600	266 518 626	-3,9%	31 %	31 %
Les missions transversales	286 217 504	283 015 102	-1,1%	32 %	33 %
TOTAL	888 471 595	862 683 330	-2,9%	100 %	100 %

Affectation des dépenses de la Région Réunion

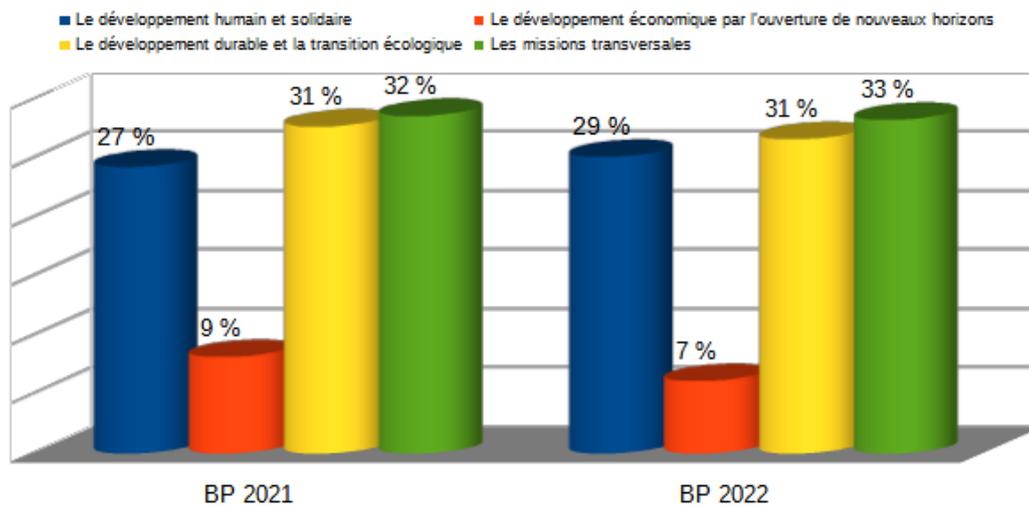


TABLEAU SYNTHETIQUE DES DEPENSES REELLES

	BP 2021				BP 2022				Evolution %		Evolution %	
	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	AP	CP
	AE	CP	AP	CP	AE	CP	AP	CP	AE	CP	AP	CP
AXE 1 : LE DEVELOPPEMENT HUMAIN ET SOLIDAIRE	149 892 110	144 357 610	82 205 518	98 668 360	137 638 458	155 029 657	69 460 629	96 564 991	-8,2%	7,4%	-15,5%	-2,1%
Politique éducative	21 179 654	19 506 887	49 123 360	51 323 548	17 365 237	20 600 492	41 028 000	50 590 733	-18,0%	5,6%	-16,5%	-1,4%
<i>dont cartable numérique</i>	-	-	5 500 000	5 200 000	-	-	5 500 000	7 100 000	-	-	-	36,5%
<i>dont manuels scolaires</i>	3 500 000	2 400 000	-	-	3 500 000	2 700 000	-	-	0,0%	12,5%	-	-4,4%
<i>dont fonctionnement / équipement lycées (inclus DGF/DGE)</i>	15 683 404	15 291 570	10 611 000	10 038 918	11 071 862	15 600 870	9 500 000	9 600 000	-29,4%	2,0%	-10,5%	-23,7%
<i>dont constructions scolaires neuves</i>	-	-	1 900 000	-	-	-	4 600 000	1 450 000	-	-	-	-32,8%
<i>dont réhabilitation et mise aux normes, accessibilité des bâtiments</i>	-	-	1 100 000	16 229 000	-	-	12 063 000	10 909 500	-	-	99,6%	-86,0%
<i>dont rénovation efficacité thermique</i>	-	-	14 922 000	2 580 000	-	-	-	4 800 000	-	-	-100,0%	73,2%
<i>dont travaux maintenance lycées</i>	-	-	5 251 000	3 254 000	-	-	6 145 000	5 701 000	-	-	17,0%	-0,5%
<i>dont subvention lycées travaux maintenance</i>	-	-	2 000 000	2 010 000	-	-	2 000 000	2 000 000	-	-	-	-8,6%
<i>dont acquisition foncière</i>	-	-	4 735 710	1 515 710	-	-	450 000	450 000	-	-	-100,0%	-
<i>dont PRR II communes-éducation</i>	-	-	4 903 650	8 500 000	-	-	-	7 770 000	-	-	-	-
<i>dont subvention ATTEE lycées privés</i>	1 124 250	1 124 250	-	-	1 128 375	1 128 375	-	-	0,4%	0,4%	-	-
<i>dont mesures d'accompagnement secondaire (précarté mensuelle, connexions internet...)</i>	747 000	410 247	-	-	1 400 000	758 135	-	-	87,4%	84,8%	-	-
<i>dont divers</i>	125 000	280 820	100 000	95 920	265 000	413 112	770 000	810 233	112,0%	47,1%	670,0%	744,7%
Enseignement supérieur et recherche	6 105 356	4 362 123	3 845 248	6 129 252	5 336 000	4 899 695	3 983 522	6 846 526	-12,6%	12,3%	3,6%	11,7%
<i>dont aides en faveur étudiants</i>	3 760 000	2 000 000	-	-	3 080 000	2 537 600	-	-	-18,1%	26,9%	-	-
<i>dont mesures accompagnement</i>	2 345 356	2 362 123	-	-	2 256 000	2 362 095	-	-	-3,8%	0,0%	-	-
<i>dont équipement et construction université</i>	-	-	720 000	2 864 726	-	-	1 620 000	2 734 970	-	-	125,0%	-4,5%
<i>dont soutien à la recherche</i>	-	-	1 000 000	701 256	-	-	300 000	1 273 887	-	-	-70,0%	81,7%
<i>dont recherche agronomique</i>	-	-	2 125 248	2 563 270	-	-	2 063 522	2 837 669	-	-	-2,9%	10,7%
Formations adaptées	71 844 910	70 242 910	3 238 840	16 193 840	75 866 482	83 441 128	6 106 007	14 036 072	5,6%	18,8%	88,5%	-13,3%
<i>dont équipements des centres</i>	-	-	2 264 260	8 000 000	-	-	1 692 870	5 790 959	-	-	112,9%	-55,0%
<i>dont travaux sur les centres</i>	-	-	160 000	-	-	-	-	3 600 000	-	-	-	-39,3%
<i>dont mise aux normes, accessibilité</i>	-	-	-	4 880 000	-	-	-	2 500 000	-	-	-	-
<i>dont formation professionnelle et marchés</i>	42 756 169	39 470 712	-	-	44 934 077	49 185 577	-	-	5,1%	24,6%	-	-
<i>dont rémunération des stagiaires (y compris PACTE)</i>	12 330 321	10 330 312	-	-	8 000 000	10 000 000	-	-	-35,1%	-3,2%	-	-
<i>dont PACTE subventions et marchés</i>	4 000 000	6 722 977	-	-	11 919 582	7 176 527	-	-	98,0%	6,7%	-	-
<i>dont apprentissage</i>	700 000	2 078 237	-	-	1 350 000	1 905 500	-	-	92,9%	-8,3%	-	-
<i>dont aide à l'embauche apprentissage</i>	2 000 000	2 000 000	-	-	4 028 635	6 416 695	-	-	-100,0%	-100,0%	-	-
<i>dont mesure accompagnement</i>	4 075 010	4 244 491	-	-	2 989 823	6 752 854	-	-	-26,6%	59,1%	-	-
<i>dont bourses-aides à la formation</i>	3 490 000	3 320 000	-	-	4 290 000	4 065 000	-	-	22,9%	22,4%	-	-
<i>dont PIC-subvention et marchés</i>	-	382 770	-	-	-	1 692 870	-	-	-	342,3%	-	-
<i>dont frais fonctionnement CPOI</i>	1 200 000	1 200 000	-	-	2 118 000	2 286 000	410 000	410 000	76,5%	90,5%	-	-
<i>dont divers</i>	1 293 410	493 410	814 580	1 049 580	265 000	376 800	626 000	1 275 113	-79,5%	-23,6%	-23,2%	21,5%
Mobilité éducative	13 782 300	13 782 300	-	-	12 864 425	16 310 000	-	-	-6,7%	18,3%	-	-
<i>dont bourse réussite étudiant</i>	1 875 239	1 875 239	-	-	4 781 190	5 250 000	-	-	155,0%	160,0%	-	-
<i>dont aides à la mobilité éducative</i>	3 246 842	3 246 842	-	-	2 588 265	3 400 000	-	-	-20,3%	4,7%	-	-
<i>dont aides mobilité professionnelle</i>	8 590 686	8 590 686	-	-	5 352 334	7 500 000	-	-	-37,7%	-12,7%	-	-
<i>dont divers</i>	69 453	69 453	-	-	142 637	160 000	-	-	-	-	-	-
Excellence culturelle	15 204 890	14 959 890	5 146 100	8 421 100	12 552 890	15 148 890	4 296 100	8 896 100	-17,4%	1,3%	-16,5%	5,6%
<i>dont subvention équipement associations</i>	-	-	1 156 100	1 070 100	-	-	1 250 000	1 150 000	-	-	8,1%	7,5%
<i>dont subvention fonctionnement associations</i>	1 150 195	1 329 890	-	-	1 350 000	1 100 000	-	-	17,4%	-17,3%	-	-
<i>dont divers manifestations culturelles</i>	1 250 000	1 270 000	-	-	1 705 000	1 625 000	-	-	36,4%	28,0%	-	-
<i>dont fonctionnement structures musicales</i>	6 246 842	6 940 942	-	-	4 028 635	6 416 695	-	-	-41,9%	-7,5%	-	-
<i>dont fonctionnement salle de diffusion</i>	1 296 000	1 275 000	-	-	1 296 000	1 100 000	-	-	0,0%	-13,7%	-	-
<i>dont fonctionnement EPCC /PRMA</i>	924 000	678 000	-	-	735 000	678 000	-	-	-20,5%	0,0%	-	-
<i>dont CRR</i>	1 140 000	1 260 000	300 000	1 250 000	1 210 000	1 390 000	280 000	430 000	6,1%	10,3%	-6,7%	-65,6%
<i>dont acquisitions foncières</i>	-	-	1 150 000	1 150 000	-	-	800 000	800 000	-	-	-30,4%	-30,4%
<i>dont travaux sur structures muséales</i>	-	-	730 000	975 000	-	-	230 000	600 000	-	-	-68,5%	-38,5%
<i>dont PRR Communes - Culture (ajuster 2021)</i>	2 500 000	2 207 000	1 810 000	1 976 000	2 228 195	2 839 195	1 736 100	1 916 100	-11,2%	28,6%	-4,1%	-3,0%
Excellence sportive	2 300 000	2 600 000	12 441 970	8 641 970	2 880 000	2 880 000	2 847 000	8 150 560	25,2%	10,8%	-77,1%	-5,7%
<i>dont subvention équipement</i>	-	-	1 246 527	1 246 527	-	-	845 000	842 560	-	-	-	-
<i>dont mise aux normes, accessibilité, rénovation thermique</i>	-	-	750 000	2 040 000	-	-	1 550 000	1 724 000	-	-	106,7%	-15,5%
<i>dont construction équipements sportifs</i>	-	-	7 850 000	1 480 000	-	-	-	1 042 000	-	-	-100,0%	-29,6%
<i>dont subv fonctionnement sport</i>	1 740 000	2 010 000	-	-	2 270 000	2 270 000	-	-	30,5%	12,9%	-	-
<i>dont PRR II Communes-sport</i>	-	-	2 000 000	3 500 000	-	-	-	4 000 000	-	-	-100,0%	14,3%
<i>dont divers</i>	560 000	590 000	595 443	375 443	610 000	610 000	452 000	542 000	8,9%	3,4%	-24,1%	44,2%
le solidaire	2 475 000	1 903 500	350 000	253 650	5 273 424	1 749 452	200 000	210 000	113,1%	-8,1%	-42,3%	-17,2%
<i>dont investissements alimentaires</i>	-	-	250 000	153 650	-	-	100 000	110 000	-	-	-60,0%	-26,4%
<i>dont lutte contre l'obésité</i>	1 568 000	849 500	-	-	4 473 424	989 452	-	-	185,3%	16,6%	-	-
<i>dont politique de la ville</i>	200 000	250 000	-	-	200 000	225 000	-	-	0,0%	-10,0%	-	-
<i>dont divers</i>	707 000	805 000	100 000	100 000	600 000	535 000	100 000	100 000	-15,1%	-33,5%	0,0%	0,0%
Rénovation énergétique logements	-	-	8 060 000	7 705 000	-	-	11 000 000	7 835 000	-	-	36,5%	1,7%
<i>dont logement réhab énergétique</i>	-	-	-	-	-	-	10 000 000	-	-	-	-	-
<i>dont logement réhab et amélioration</i>	-	-	7 060 000	7 200 000	-	-	-	4 945 000	-	-	-100,0%	-31,3%
<i>dont aménagement FPAU/EPIS</i>	-	-	1 000 000	505 000	-	-	1 000 000	2 680 000	-	-	0,0%	430,7%
<i>dont divers</i>	-	-	-	-	20 000	20 000	-	210 000	-	-	-	-
Continuité territoriale	17 000 000	17 000 000	-	-	5 500 000	10 000 000	-	-	-67,6%	-41,2%	-	-
AXE 2 : LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE PAR L'OUVERTURE DE NOUVEAUX HORIZONS	31 024 031	31 025 031	51 056 190	50 956 490	28 970 303	31 675 594	26 973 161	29 879 359	-6,6%	2,1%	-47,2%	-41,4%
Le tissu économique	10 340 581	7 796 373	31 642 249	35 021 041	8 642 425	8 718 091	11 419 067	12 623 090	-16,4%	11,8%	-63,9%	-64,0%
<i>dont aides régionales aux entreprises</i>	-	-	14 971 139	14 766 852	-	-	8 297 066	8 167 162	-	-	-44,6%	-44,7%
<i>dont fonds de crédits</i>	-	-	5 500 000	9 271 000	-	-	2 064 929	2 299 929	-	-	-62,5%	-73,2%
<i>dont aides organismes économiques</i>	-	-	1 325 480	992 189	-	-	478 662	704 603	-	-	-63,9%	-29,0%
<i>dont aménagements de zones d'activités (Ecocté + Bois Rouge)</i>	105 000	105 000	375 000	475 000	277 000	107 000	200 000	310 000	-	-	-46,7%	-34,7%
<i>dont aides animation économique</i>	7 348 000	5 095 100	-	-	5 543 127	5 938 091	-	-	-24,6%	16,5%	-	-
<i>dont divers</i>	2 887 581	2 596 273	9 470 630	9 516 000	2 622 297	2 673 000	378 410	1 141 297	-2,3%	3,0%	-96,0%	-88,0%
L'internationalisation des entreprises	1 271 830	1 271 830	200 000	-	1 387 975	2 278 407	475 000	575 000	9,1%	79,1%	-	-
<i>Promotion Export</i>	1 026 830	1 026										

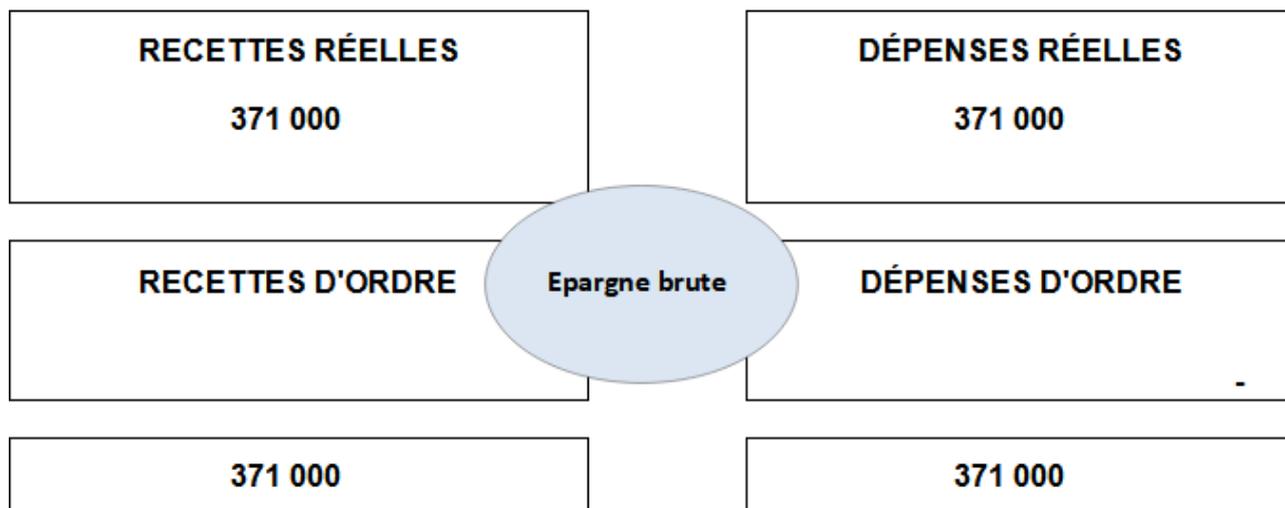
	BP 2021				BP 2022				Evolution %		Evolution %	
	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
	AE	CP	AP	CP	AE	CP	AP	CP	AE	CP	AP	CP
AXE 3 : LE DEVELOPPEMENT DURABLE ET LA TRANSITION ECOLOGIQUE	16 876 580	36 665 080	76 891 030	240 581 520	20 387 511	51 577 410	100 962 500	214 941 216	20,8%	40,7%	31,3%	-10,7%
Des Infrastructures modernes	50 000	50 000	-	136 400 000	252 500	405 930	5 500 000	72 260 000	405,0%	711,9%	0,0%	-47,0%
dont NRL/NEO et Possession)	50 000	50 000	-	136 400 000	252 500	405 930	-	56 260 000	405,0%	711,9%	-	-58,8%
dont autres grands travaux (contournements urbains, entrées de villes...)	-	-	-	-	-	-	5 500 000	16 000 000	-	-	-	-
La mobilité durable	704 560	20 454 560	4 900 000	10 500 000	1 747 060	31 885 505	10 626 000	22 501 000	148,0%	55,9%	116,9%	114,3%
dont travaux TCSP	-	-	-	-	-	-	6 250 000	16 920 000	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
dont voie vélo régional	-	-	2 500 000	4 000 000	-	-	2 000 000	2 000 000	0,0%	0,0%	-20,0%	-50,0%
dont travaux gares routières	-	-	1 000 000	-	-	-	2 376 000	1 606 000	0,0%	0,0%	137,6%	-
dont frais fonctionnement gares routières	-	-	-	-	1 100 000	1 100 000	-	-	0,0%	0,0%	-	-
dont subv* versée BA Transport	-	19 750 000	-	-	-	30 009 585	-	-	0,0%	51,9%	-	-
dont divers	704 560	704 560	1 400 000	6 500 000	647 060	775 920	-	1 975 000	-8,2%	10,1%	-100,0%	-69,6%
Le réseau routier	5 720 000	5 770 000	54 014 480	67 514 480	6 280 500	6 800 710	68 804 000	94 585 000	9,8%	17,9%	27,4%	40,1%
dont programme régional routes	-	-	40 940 010	55 390 010	-	-	59 510 000	80 041 000	-	-	45,4%	44,5%
dont pistes forestières	-	-	7 200 000	1 800 000	-	-	3 000 000	2 000 000	-	-	-58,3%	11,1%
dont travaux routiers SMPRR	-	-	4 000 000	3 400 000	-	-	4 200 000	4 200 000	-	-	5,0%	23,5%
dont restaurat/pont rivière Est	-	-	-	6 100 000	-	-	1 200 000	7 000 000	-	-	-	14,8%
dont réseaux et espaces verts	3 000 000	3 000 000	-	-	3 713 000	4 200 710	-	-	23,8%	40,0%	-	-
dont participat* SMPRR	1 800 000	1 800 000	-	-	1 800 000	1 800 000	-	-	-	-	-	-
dont divers	920 000	970 000	1 874 470	824 470	767 500	800 000	894 000	1 344 000	-16,6%	-17,5%	-52,3%	63,0%
Le rééquilibrage harmonieux du territoire	1 168 005	1 277 000	7 465 000	11 075 000	1 408 544	1 649 544	3 267 500	8 297 412	20,6%	29,2%	0,0%	-25,1%
dont SAR révision 2022-2026	-	-	-	-	360 000	285 000	2 300 000	270 000	-	-	-100,0%	27,3%
dont densification poles intermodaux	-	-	350 000	884 000	-	-	-	1 125 000	-	-	-89,0%	17,9%
dont aide au développement territorial (Hauts)	579 000	654 000	1 200 000	795 000	644 000	603 500	132 500	937 500	11,2%	-7,7%	-100,0%	-100,0%
dont participation capital Spl Marais	-	-	1 600 000	1 600 000	-	-	-	-	-	-	-100,0%	-100,0%
dont PRR Bâtiment	-	-	3 000 000	6 000 000	-	-	-	4 000 000	-	-	-100,0%	-33,3%
dont milieux terrestre	65 005	175 000	350 000	375 000	230 000	230 000	-	253,8%	31,4%	-100,0%	-100,0%	
dont Cartographie-accompagnement projets	38 000	48 000	70 000	250 000	41 000	21 500	20 000	420 000	7,9%	-55,2%	-71,4%	68,0%
Agorah	-	-	500 000	530 000	-	-	500 000	500 000	-	-	-	0,0%
dont divers	486 000	400 000	395 000	641 000	133 544	509 544	315 000	1 044 912	-72,5%	27,4%	-20,3%	63,0%
Le traitement des déchets et le cadre vie	8 820 080	8 692 520	1 450 000	3 665 740	10 179 107	10 037 921	925 000	2 979 704	15,4%	15,5%	0,0%	-18,7%
dont déchets cadre de vie	106 100	167 710	800 000	907 440	1 285 942	1 294 756	615 000	1 008 704	1112,0%	672,0%	-23,1%	11,2%
dont PGRI	-	-	150 000	708 300	-	-	310 000	641 000	-	-	-	-
dont potabilisation	-	-	150 000	1 520 000	-	-	-	1 090 000	-	-	-100,0%	-28,3%
dont PEC (Emplois verts + LAV)	7 478 980	7 382 480	-	-	8 000 000	8 000 000	-	-	7,0%	8,4%	-	-
dont divers	1 235 000	1 142 330	350 000	530 000	893 165	743 165	240 000	-	-27,7%	-34,9%	-100,0%	-54,7%
L'autonomie énergétique	413 935	421 000	9 061 550	11 426 300	519 800	797 800	11 840 000	14 318 100	25,6%	89,5%	30,7%	25,3%
dont subv*énergie-aides collectivités, entreprises	-	-	725 000	1 400 700	-	-	680 000	1 239 100	-	-	-6,2%	-11,5%
dont énergie aides photovoltaïques	-	-	1 486 000	2 620 000	-	-	4 200 000	4 126 000	-	-	182,6%	57,5%
dont énergie aides CES particuliers	-	-	1 391 500	1 815 000	-	-	1 750 000	2 900 000	-	-	25,8%	59,8%
dont énergie travaux MO	-	-	5 099 050	5 032 000	-	-	5 080 000	4 380 000	-	-	-0,4%	-13,0%
dont énergie	398 935	406 000	-	-	509 800	787 800	-	-	27,8%	94,0%	-	-
dont divers	15 000	15 000	360 000	558 600	10 000	10 000	130 000	1 673 000	-33,3%	-33,3%	-63,9%	199,5%
TOTAL POLITIQUES PUBLIQUES	197 792 721	212 047 721	210 152 738	390 206 370	186 996 272	238 282 661	197 396 290	341 385 566	-5,5%	12,4%	-6,1%	-12,5%
Finances	1 768 510	29 968 510	32 120	72 732 120	1 670 998	24 173 283	32 120	65 532 120	-5,5%	-19,3%	0,0%	-9,9%
dont Provisions	-	1 600 000	-	-	-	2 532 285	-	-	-	-	58,3%	-
dont Dette	-	27 200 000	-	72 700 000	-	20 500 000	-	65 500 000	-	-	-24,6%	-9,9%
dont Autres	1 768 510	1 168 510	32 120	32 120	1 670 998	1 140 998	32 120	32 120	-5,5%	-2,4%	-	-
Ressources Humaines	4 921 900	155 807 750	70 540	70 540	3 625 375	159 854 271	64 000	79 236	-26,3%	2,6%	-9,3%	12,3%
dont ATTEE	160 000	56 456 500	-	-	60 000,00	61 100 458	-	-	0,0%	8,2%	-	-
dont CRR	-	6 408 000	-	-	-	6 933 216	-	-	0,0%	8,2%	-	-
dont DRR	37 500	20 518 500	-	-	37 500	18 804 543	-	-	0,0%	-8,4%	-	-
dont Autres	4 724 400	72 424 750	70 540	70 540	3 527 875	73 016 054	64 000	79 236	-25,3%	0,8%	-9,3%	12,3%
Système information et organisations	1 139 051	1 139 051	3 084 680	3 034 680	1 858 283	2 195 434	1 989 000	4 519 208	63,1%	92,7%	-35,5%	48,9%
Patrimoine	4 513 600	4 513 600	150 000	370 000	2 153 740	3 167 527	144 000	364 000	-52,3%	-29,8%	-4,0%	-1,6%
Administration Générale	8 998 970	11 337 303	2 711 500	4 331 500	7 045 649	12 381 115	8 141 400	6 316 200	-21,7%	9,2%	200,3%	45,8%
CESER, CCEE	-	1 275 000	-	-	-	1 275 000	-	-	-	-	-	-
Assemblée	-	2 317 333	-	-	-	2 382 933	-	-	-	-	2,8%	-
dont Affaires générales	238 500	643 500	-	-	389 000	770 082	-	-	63,1%	19,7%	-	-
dont Commande publique, affaires juridiques	2 098 470	1 798 470	1 500	1 500	1 587 582	1 884 500	1 500	1 500	-24,3%	4,8%	-	-
dont Moyens généraux	6 662 000	5 303 000	2 710 000	4 330 000	5 069 067	6 068 600	8 139 900	6 314 700	-23,9%	14,4%	200,4%	45,8%
Autres	2 712 450	2 712 450	200 000	200 000	7 170 933	4 232 708	200 000	200 000	164,4%	56,0%	-	-
TOTAL MISIIONS TRANSVERSALES	24 054 481	205 478 664	6 248 840	80 738 840	23 524 979	206 004 339	10 570 520	77 010 764	-2,2%	0,3%	69,2%	-4,6%
TOTAL GENERAL DES DEPENSES HORS DETTE (intérêts/capital) ET PACTE	217 847 202	383 603 408	216 401 578	398 245 210	182 521 250	395 787 000	207 966 810	352 896 330	-16,2%	3,2%	-3,9%	-11,4%
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	221 847 202	417 526 385	216 401 578	470 945 210	210 521 250	444 287 000	207 966 810	418 396 330	-5,1%	6,4%	-3,9%	-11,2%

Le détail des dépenses par axe sera décliné dans les rapports sectoriels.

B-LES BUDGETS ANNEXES SANS AUTONOMIE FINANCIERE

I. LE BUDGET ANNEXE ENERGIE

SECTION DE FONCTIONNEMENT



Les dépenses réelles du budget annexe Energie s'élèvent à 0,371 M€ uniquement en fonctionnement.

Le détail des postes de charge sont les suivants :

- Maintenance : 0,020 M€ ;
- Contrats de prestations de services avec des entreprises: 0,060 M€ ;
- Remboursement de frais : 0,205 M€ ;
- Personnel affecté par la collectivité rattachement : 0,065 M€ ;
- Autres charges : 0,020 M€.

Plan de financement des dépenses réelles de fonctionnement	BP 2021	BP 2022
Redevance location toiture	100 000,00	160 000,00
Ventes d'électricité - microcentrale	212 000,00	210 000,00
Autres prodts div gest° courante	1 000,00	1 000,00
TOTAL	313 000,00	371 000,00

II. LE BUDGET ANNEXE DELEGATION DE SERVICE PUBLIQUE DES MUSEES

SECTION DE FONCTIONNEMENT

RECETTES RÉELLES 346 100	Epargne brute : 264 000	DÉPENSES RÉELLES 82 100
RECETTES D'ORDRE 2 833 465		DÉPENSES D'ORDRE 3 097 465
3 179 565		3 179 565

SECTION D'INVESTISSEMENT

RECETTES RÉELLES	Epargne nette : 264 000	DÉPENSES RÉELLES 264 000
RECETTES D'ORDRE 3 097 465		DÉPENSES D'ORDRE 2 833 465
3 097 465		3 097 465

Les dépenses réelles du budget annexe Energie s'élèvent à 0,346 M€ :

Le montant des charges de fonctionnement s'élève à 0,082 M€ et correspond aux postes suivants :

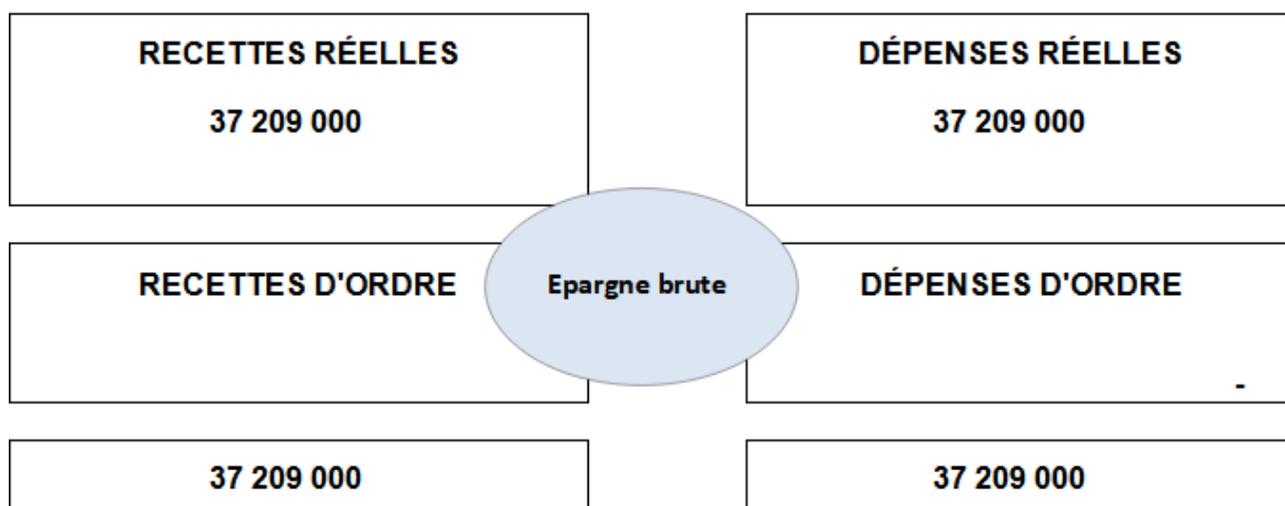
- personnel affecté par la collectivité de rattachement : 0,080 M€ ;
- autres charges exceptionnelles : 0,002 M€.

En investissement, il est prévu divers travaux sur les structures muséales :
 - immobilisations en cours : 0.264 M€.

Plan de financement des dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement	BP 2021	BP 2022
Redevances versees par les fermiers et concessionnaires	351 000,00	346 000,00
Autres prods div gest° courante	100,00	100,00
TOTAL	351 100,00	346 100,00

III. LE BUDGET ANNEXE TRANSPORT

SECTION DE FONCTIONNEMENT



Les dépenses réelles du budget annexe Transport s'élèvent à **37,209 M€** uniquement en fonctionnement.

Le détail des postes de charge sont les suivants :

- DSP car jaune 2015-2024 : 22,800 M€ ;
- Gestion réseau car jaune 2015-2024 : 1,000 M€ ;
- Contrôle qualité : 0,500 M€ ;
- Accompagnement au sol : 0,500 M€ ;
- Fonctionnement des gares routières : 0,200 M€ ;
- Maintenance vidéo protection gares routières : 0,010 M€ ;
- Prestations sécurité sur réseau car jaune : 0,307 M€ ;
- Reversement DGD autres AOTU : 0,688 M€
- Compensation suite transfert compétence CASUD : 1,012 M€ ;
- Versement aux AOTU extra-muros : 3,200 M€ ;
- Reversement Reunipass aux EPCI : 0,800 M€.

Plan de financement des dépenses réelles de fonctionnement	BP 2021	BP 2022
Subventions et participations Région Réunion	19 750 000,00	30 009 585,00
Compensation de transfert du Département	7 082 000,00	7 082 000,00
Redevance pour location de bus	65 000,00	117 415,00
TOTAL	26 897 000,00	37 209 000,00

C- BALANCE CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

La loi 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (dite loi ATR) a introduit les prémices d'une consolidation des comptes dans le secteur public local. Cette "consolidation" consiste, pour une collectivité locale, à détecter un éventuel risque en examinant, à l'aide de documents comptables, la nature des relations juridiques et/ou financières existantes entre la dite collectivité et ses partenaires, définis ici sous le terme de "partenaires privilégiés".

La consolidation des comptes consiste au minimum, en une intégration des résultats annuels du budget principal et des budgets annexes par neutralisation des transferts croisés entre budgets.

	BUDGET CONSOLIDÉ	
	DEPENSES	RECETTES
SECTION D'INVESTISSEMENT	418 660 330	277 676 980
Budget Principal	418 396 330	277 676 980
Budget Annexe Energie		
Budget Annexe DSP	264 000	
Budget Annexe Transport		
SECTION DE FONCTIONNEMENT	481 949 100	622 932 450
Budget Principal	444 287 000	585 006 350
Budget Annexe Energie	371 000	371 000
Budget Annexe DSP	82 100	346 100
Budget Annexe Transport	37 209 000	37 209 000
BUDGET GENERAL	900 609 430	900 609 430

D- BUDGETS DOTÉS DE L'AUTONOMIE FINANCIÈRE

La collectivité a fait le choix de suivre la gestion des fonds européens dont elle assure la fonction d'autorité de gestion (FEDER 2014-2020 ET INTERREG V OI) dans des budgets distincts du budget principal et dotés de l'autonomie financière.

I - BUDGET AUTONOME FEDER

Par délibération en date du 17 octobre 2014, le Conseil Régional a mis en place un budget annexe afin de suivre les opérations comptables liées à la gestion des fonds européens dans le cadre de sa fonction d'Autorité de Gestion pour le FEDER convergence 2014-2020.

Soumis à la nomenclature budgétaire et comptable M57, ce budget autonome est équilibré en dépenses et recettes comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

RECETTES RÉELLES 43 886 661	DÉPENSES RÉELLES 43 886 661
RECETTES D'ORDRE 105 000 589	DÉPENSES D'ORDRE 105 000 589
148 887 250	148 887 250

SECTION D'INVESTISSEMENT

RECETTES RÉELLES 204 926 571	DÉPENSES RÉELLES 204 926 571
RECETTES D'ORDRE 105 000 589	DÉPENSES D'ORDRE 105 000 589
309 927 160	309 927 160

objet	dépenses		recettes	Observations
	AP/AE	CP		
gestion des fonds européens 2014-2020		16 250 000	16 250 000	
gestion des fonds européens 2014-2020 - AT		2 500 000	2 500 000	
gestion des fonds européens - REACT UE T1		13 652 780	13 652 780	16% T1 ventilé sur 3 ans en CP (2021-2023)
gestion des fonds européens - REACT UE T1 AT		3 413 194	3 413 194	4% T1 ventilé sur 3 ans en CP (2021-2023)
gestion des fonds européens - REACT UE T2	12 743 191	6 371 595	6 371 595	15% T2 ventilé sur 2 ans en CP (2022-2023)
gestion des fonds européens - REACT UE T2 AT	3 398 184	1 699 092	1 699 092	4% T2 ventilé sur 2 ans en CP (2022-2023)
amortissement		105 000 589		
reprise subvention			105 000 589	
total fonctionnement	16 141 375	148 887 250	148 887 250	
gestion des fonds européens 2014-2020		102 256 061	102 256 061	
gestion des fonds européens - REACT UE T1		68 263 895	68 263 895	80% T1 ventilé sur 3 ans en CP (2021-2023)
gestion des fonds européens - REACT UE T2	68 813 230	34 406 615	34 406 615	81% T2 ventilé sur 2 ans en CP (2022-2023)
reprise subvention		105 000 589		
amortissement			105 000 589	
total investissement	68 813 230	309 927 160	309 927 160	
total F +I	84 954 605	458 814 410	458 814 410	

La totalité des capacités d'engagement du PO 2014-2020 (AP/AE 1 130 000 000 €) a été ouverte au budget 2014 et directement engagée comptablement par le Conseil Régional.

Pour le BP 2022, il est proposé l'inscription complémentaire d'une autorisation d'engagement de 16,141 M€ en section de fonctionnement et d'une autorisation de programme de 68,813 M€ en section d'investissement au titre du REACT UE pour la tranche 2 de 2022.

Les recettes et les crédits de paiement proposés en dépenses correspondent, comme l'an passé, à 1/8ème des capacités d'engagement ouvertes au budget 2014 pour le PO 2014-2020. En ce qui concerne les dépenses et recettes du REACT UE, les crédits de paiement représentent 1/3 des capacités inscrites en 2021 pour la tranche 1. En ce qui concerne la tranche 2 du REACT-UE les crédits de paiement représentent 1/2 des capacités inscrites en 2022.

II - BUDGET AUTONOME POCT

SECTION DE FONCTIONNEMENT

RECETTES RÉELLES 4 110 000

DÉPENSES RÉELLES 4 110 000

RECETTES D'ORDRE 3 333 526

DÉPENSES D'ORDRE 3 333 526

7 443 526

7 443 526

SECTION D'INVESTISSEMENT

RECETTES RÉELLES 3 790 000

DÉPENSES RÉELLES 3 790 000

RECETTES D'ORDRE 3 333 526

DÉPENSES D'ORDRE 3 333 526

7 123 526

7 123 526

objet	dépenses		recettes	Observations
	AP/AE	CP		
gestion des fonds européens 2014-2020		7 110 000	7 110 000	
gestion des fonds européens 2014-2020	-3 000 000,00	-3 000 000	-3 000 000	regularisat° programmation 2022
amortissement		2 606 074		
reprise subvention			3 333 526	
virement à la section d'investissement		727 452		
total fonctionnement	-3 000 000	7 443 526	7 443 526	
gestion des fonds européens 2014-2020		790 000	790 000	
gestion des fonds européens 2014-2020	3 000 000	3 000 000	3 000 000	regularisat° programmation 2022
reprise subvention		3 333 526		
amortissement			2 606 074	
virement de la section de fonctionnement			727 452	
total investissement	3 000 000	7 123 526	7 123 526	
total F +I	0	14 567 052	14 567 052	

La totalité des capacités d'engagement (AP/AE 63 200 000 €) a été ouverte au budget 2015 et directement engagée comptablement par le Conseil Régional.

Les recettes et les crédits de paiement proposés en dépenses correspondent, comme l'an passé, à 1/8ème des capacités d'engagement ouvertes au budget 2015.

* *
*